

Initiatives parlementaires

gouvernement et l'industrie, liens à notre avis essentiels pour assurer l'avenir de l'Agriculture au Canada.

En fait, les consultations avec l'industrie représentent une constituante majeure de l'examen de la politique agricole entrepris par le gouvernement. En travaillant de concert avec l'industrie et en tenant compte des producteurs de toutes les régions du Canada, nous croyons que nous pourrions trouver les solutions justes aux problèmes auxquels le domaine agricole canadien est confronté.

Examinons plutôt l'application des dispositions de la stabilisation aux grains produits par les agriculteurs pour nourrir leur propre bétail dans le contexte plus global des programmes de stabilisation des prix agricoles, poursuivons la discussion et présentons les options et les suggestions dont il a été fait mention tout à l'heure.

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Madame la Présidente, je suis heureux de participer à ce débat qui porte sur l'inclusion des grains autoconsommés dans la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et dans la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.

Les producteurs des différentes régions se sont demandé pourquoi les grains consommés sur place n'étaient pas inclus dans ces programmes. Ils en ont parlé comme d'une injustice puisque les agriculteurs qui commercialisent leurs grains et ceux qui s'en servent pour nourrir leurs animaux ne sont pas traités sur le même pied.

L'élevage du bétail est l'un des meilleurs exemples de la valeur ajoutée à la production. Dans un marché international en pleine évolution, nous devons de plus en plus nous intéresser à la valeur ajoutée que la transformation confère aux produits, surtout dans l'ouest du Canada.

Dans l'Ouest, les exportations de matières brutes ont toujours été le moteur de l'expansion de l'agriculture. Mais au fur et à mesure que nous nous approchons du XXI^e siècle, l'évolution du marché mondial nous oblige à diversifier notre infrastructure agricole en exportant davantage de produits transformés.

J'amène cette question sur le tapis maintenant parce qu'elle fait partie de celles que le gouvernement fédéral étudie à l'heure actuelle. Pendant que le gouvernement et l'industrie se penchent sur la question générale des filets de sécurité prévus pour les agriculteurs, ils en profitent également pour examiner la politique de la valeur ajoutée et du développement des marchés. On fait de même pour les questions de salubrité des aliments, de gestion de l'offre et d'autres secteurs clés.

Autrement dit, nous sommes en pleine révision de notre politique agricole. Nous examinons les programmes et les mesures dans un vaste contexte. Ce n'est pas le moment d'apporter des changements fondamentaux à un programme en particulier sans tenir compte de l'ensemble de cette révision.

Il y a à peine quelques mois, 1 800 représentants de l'industrie et du gouvernement se sont réunis à Ottawa pour entreprendre une révision de la politique agricole canadienne.

Suite à cette conférence nationale, on a annoncé des plans prévoyant l'établissement de groupes d'étude dans plusieurs domaines. Comme je l'ai déjà mentionné, l'un de ces plans portait sur les mesures de sécurité prévues en agriculture.

Le groupe de travail fédéral-provincial actuel sur les mesures de protection destinées aux agriculteurs était en place avant la conférence et va poursuivre ses travaux. Son objectif principal est d'élaborer une politique à long terme de protection globale pour tous les produits et pour tous les agriculteurs. Il préparera un rapport provisoire à présenter aux ministres de l'agriculture à leur réunion annuelle. On procèdera à l'automne à d'autres consultations auprès des associations agricoles et d'autres parties concernées.

Entre-temps, il faut immédiatement mettre au point des propositions en vue de doter le secteur des céréales et des oléagineux d'un programme national de protection. Cet examen est conduit par le Bureau national des grains de Winnipeg et on commence les travaux immédiatement. Cela comprendra des consultations approfondies de l'industrie pour établir aussi rapidement que possible des propositions pour ce nouveau programme de protection. En outre, on prend des mesures dans le domaine de la valeur ajoutée. Le Bureau national des grains, là encore, joue un grand rôle. Les travaux sont bien avancés, mais cela entrera dans le cadre d'une stratégie d'ensemble et d'un système d'examen de la politique de la part du gouvernement.

On établit un groupe de travail pour étudier la compétitivité de la capacité de production du Canada, ainsi que les défis et les possibilités qu'offre le marché global. Ce groupe de travail examinera les rôles respectifs des gouvernements, des producteurs, des industries de transformation, des détaillants et, ce qui est de la plus haute importance, du consommateur, qui subit les répercussions de toute proposition faite par le gouvernement. Cela lui permettra de fixer des priorités et d'encourager